

Burundi : « Un homme de poigne » prend la tête du Gouvernement

RFI, 24/06/2020 Burundi : le Premier ministre et le vice-président approuvés tambour battant Au Burundi, l'Assemblée nationale puis le Sénat ont approuvé tambour battant ce mardi 23 juin les candidats présentés par le président Evariste Ndayishimiye au poste de vice-président et de Premier ministre : Prosper Bazombanza (photo -g) et Alain-Guillaume Bunyoni (photo -d). Deux visages bien connus dans le pays.

Que ce soit à l'Assemblée nationale qui siège à Bujumbura, et au Sénat, qui a ses quartiers à Gitega, de nombreux parlementaires se sont présentés ce matin sans rien savoir du programme qui les attendaient. Tout est ensuite allé très vite. A l'Assemblée nationale, le président a d'abord lu aux députés une lettre du nouveau chef de l'Etat Evariste Ndayishimiye reçue hier soir, lui demandant de faire approuver en toute «urgence» ses candidats à la vice-présidence et à la primature. L'affaire a donc été rondement menée, en l'absence des députés d'opposition d'une procédure obscure et secrète. Au poste de vice-président, une charge désormais «symbole» et qui est dévolue à un élu d'ethnie et de parti différents à celui du chef de l'Etat selon la Constitution de 2018, le porteur sur Prosper Bazombanza. Ce Tutsi issu du parti Uprona, qui avait été premier vice-président de 2014 à 2015, a été approuvé à la quasi-unanimité. Un homme du sillon Tout est allé aussi vite pour le candidat Premier ministre, un poste qui n'existait pas jusqu'ici. Un signal ? Le choix du général Evariste Ndayishimiye s'est porté sur un homme affaires depuis 2005 : le commissaire de police général Alain-Guillaume Bunyoni. Vétéran n°2 du régime et l'un des piliers du système sécuritaire burundais, il était pressenti pour le poste de Premier ministre depuis des mois. «Le président Evariste Ndayishimiye et ses proches devaient donner des gages à l'armée dure du groupe des généraux du parti CNDD-FDD qui tiennent le pays d'une main de fer», explique un de ses cadres. Mais ce choix est loin de faire l'unanimité jusqu'au sein du parti au pouvoir. Tour à tour chef de la police, ministre de la Sécurité publique ou chef de cabinet civil du président Pierre Nkurunziza, «Alain-Guillaume Bunyoni symbolise aux yeux de nombreux militants la corruption qui gangrène le système CNDD-FDD», explique un d'eux. Les autres généraux avaient défilé tête en 2014, avant qu'il ne revienne en force à la faveur de la crise de 2015 au Burundi. La société civile burundaise en exil parle quant à elle d'un «très mauvais signal» en pointant son rôle central «dans la machine répressive» en place depuis cinq ans. Elle dénonce également «une mainmise des militaires sur tous les rouages du pouvoir et un défi à la communauté internationale», le nouveau Premier ministre étant sous le coup de sanctions américaines depuis 2015. «Un homme de poigne» Un de ses soutiens s'est voulu rassurant. Il reconnaît que le commissaire de police général Bunyoni «sent le soufre, mais c'est un homme très organisé et qui sait se faire respecter». «C'est un homme de poigne. Sa nomination pourrait mettre fin aux dysfonctionnements que nous observons au plus haut sommet de l'Etat», a renchérit un autre. La procédure d'approbation a été aussi expéditive au Sénat, où les deux candidats ont été approuvés en quelques minutes et à l'unanimité cette fois. Les deux personnalités ont d'ailleurs rendez-vous devant le Parlement ce mardi matin à 9h locale, où ils vont prêter serment en présence du président burundais et de la Cour constitutionnelle. L'objectif de cette marche forcée ? Mettre en place un gouvernement avant les élections nationales de l'ancien président Pierre Nkurunziza, prévues dans deux jours.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});